

➔ **Berne et les CFF suivent le dossier de près**

➔ **La Confédération, les CFF et le secteur privé**

Didier Burkhalter est un fervent adepte du partenariat public-privé (PPP). Après avoir consulté divers spécialistes sur la question à propos du Transrun, dont le sous-groupe «transports» de l'Association PPP suisse, il estime que la construction pourrait être financée par les trois acteurs suivants: la Confédération, les CFF – qui économiseraient le coût des travaux de remise à niveau des tunnels existants, soit 120 millions de francs – et des investisseurs privés.

➔ **Comment attirer des investisseurs?**

Pour que des investisseurs privés entrent en scène, il faut qu'ils en tirent profit. Comment les attirer? «Par exemple en leur permettant de procéder à une opération immobilière sur les terrains proches de la future gare de Cernier, avec construction de bâtiments», répond Didier Burkhalter. Le chef de l'Office cantonal des transports, Pascal Vuilleumier, mentionne, lui, l'exploitation de parkings d'échange aux abords des gares de La Chaux-de-Fonds, Cernier et Neuchâtel. L'exploitation de la future ligne ferroviaire peut également être prise en compte dans le montage financier.

➔ **Un projet pilote, donc intéressant**

«Je suis très favorable à la réalisation d'un tel projet, selon un financement en PPP. La construction du Transrun pourrait ainsi débuter avant 2015». Propos tenu (dans «L'Hebdo») par Max Friedli, directeur de l'Office fédéral des transports. Commentaire de Didier Burkhalter: «Il y a encore quelques mois, Max Friedli n'aurait pas pris position ainsi publiquement. C'est dire si le Transrun, dont le financement a un caractère pilote, intéresse Berne.» Cet aspect pilote retient également l'attention des CFF.

➔ **Les deux font la paire**

Didier Burkhalter et Didier Berberat forment une paire complémentaire. Le premier est du Bas, de droite, conseiller aux Etats, membre de la commission des finances. Le second est du Haut, de gauche, conseiller national, membre de la commission des transports. Tous deux côtoient régulièrement les grands chefs de l'administration fédérale. Et, de temps à autre, les conseillers fédéraux. «Sur les dossiers qui touchent le canton, nous tous, les sept parlementaires fédéraux, mettons en place une stratégie commune», explique Didier Berberat. «Et avec cette rencontre avec un membre du Conseil d'Etat, je crois pouvoir dire qu'un réflexe est né.» /pho





À BERNE *Le socialiste du Haut Didier Berberat (à gauche)
et le libéral-radical du Bas Didier Burkhalter font cause commune.*

(DAVID MARCHON)